

PRESSE



Abdellatif JOUAHRI, Wali de Bank Al-Maghrib

«...La volatilité des marchés financiers lance un défi majeur à la souveraineté des Etats en matière de politique monétaire et de stabilité financière. Jouahri en veut pour preuve les politiques monétaires non conventionnelles des pays avancés qui impactent sérieusement les pays émergents. «Une décision monétaire de la FED déstabilise les économies des pays émergents et met la pression sur le monnaie», explique-t-il. «La flexibilisation des changes doit permettre d'amortir ces chocs externes», observe-t-il, avant de nuancer : «Mais même là, la souveraineté reste relative. Les économies ayant un compte capital ouvert restent otages des cycles financiers et de la volatilité des capitaux...».

FINANCES NEWS



Noureddine BENSOUDA, Trésorier Général du Royaume

«... Certes, la crise économique et financière a eu des conséquences importantes et à des degrés divers sur les économies de plusieurs pays et sur leur souveraineté financière, aussi bien développés qu'émergents ou en voie de développement. Cependant, d'autres facteurs impactent la liberté de prise de décision en matière de finances publiques, comme cela a été rappelé par plusieurs intervenants à ce colloque. Il s'agit notamment de la mondialisation, de l'essor du numérique, des marchés financiers, des organisations internationales, des agences de rating, etc...».

LA NOUVELLE TRIBUNE



Noureddine BENSOUDA, Trésorier Général du Royaume

« (...) L'Etat est contraint de s'adapter au nouveau contexte national et international, en concédant une partie de sa souveraineté et de certaines compétences dont il a le monopole exclusif, au secteur privé ou à des organisations internationales ou non gouvernementales. « (...) Pour faire face à la perte relative de la souveraineté, il n'est de réponse possible que d'être responsable et faire des choix qui peuvent être difficiles à court terme mais qui demeurent salutaires à long terme...»

L'ECONOMISTE



Zouhair CHORFI, Directeur Général de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects

« La question qui se pose est celle du bon usage de la souveraineté. A côté de l'idée de souveraineté vient l'idée de l'absence ou de la perte de la souveraineté et de la mise sous tutelle ... ».

LES INSPIRATIONS ECO



Michel BOUVIER, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Président de FONDAFIP, Directeur de la Revue Française de Finances Publiques

«L'histoire a montré d'ailleurs à plusieurs reprises que les finances publiques devraient jouer un rôle majeur dans le déclenchement des transformations en profondeur que connaît les Etats (...). Elles sont très étroitement imbriquées avec le pouvoir politique, et à la source d'une dynamique de la construction et du développement de la souveraineté des Etats».

LE MATIN



Jean-François Girault, Ambassadeur de France au Maroc

A partagé le même constat d'érosion rampante de la souveraineté des Etats en se demandant «quelle définition retenir de la souveraineté, au moment où les relations économiques et financières répondent toujours davantage à une logique de mondialisation». Et de souligner que «le lien entre souveraineté et pouvoir fiscal semble se distendre. Alors que le territoire en constitue traditionnellement la représentation concrète, cette représentation paraît aujourd'hui obsolète, surtout lorsque l'on sait que l'économie numérique passe par-dessus les frontières...».

Michel BOUVIER, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Président de FONDAFIP, Directeur de la Revue Française de Finances Publiques



« (...) Les finances publiques sont, depuis leur plus lointaine origine, à la source de la construction et du développement de la souveraineté des Etats « (...) moins les finances d'un Etat sont soutenables, plus son niveau d'endettement est élevé et sa monnaie fragile, et plus limitée est la marge d'autonomie dont il dispose...».

LA VIE ÉCO



Jean-Marie Bertrand, Président de chambre honoraire de la Cour des comptes française

A insisté sur l'ambivalence des relations entre souveraineté étatique et finances publiques : «d'un côté, les finances publiques restreignent la souveraineté par les restrictions qu'elles imposent mais en même temps, la souveraineté est exercée à travers les finances publiques, car la dette impacte la souveraineté de l'Etat...».

TELQUEL.MA



Noureddine BENSOUDA, Trésorier Général du Royaume (invité de la matinale de MÉDI1 tv)

« (...) nous savons que les Etats, face à la mondialisation et l'avancée du numérique et l'interdépendance entre les Etats, fait que la souveraineté est de plus en plus relative parce que nous sommes connectés au niveau international et donc nous subissons ce qui se passe à l'international... à travers des comptes qui sont tenus aux normes internationales que les agences de notation nous donnent notre rating qui nous permet d'aller vers le marché international et la comptabilité est à la base de tout ce qui se passe en termes d'audit et de contrôle de gestion... ».

MÉDI 1 TV

Press-Book consultable sur www.tgr.gov.ma

TGinfos



الخزينة العامة للمملكة
٠٥٥٠ ٦١٨٠٠ ٢٠٤٠٦١ + XH٨٤٨+
TRÉSORERIE GÉNÉRALE DU ROYAUME



ÉDITIONS COLLOQUES

1^{ère} édition, 15 et 16 septembre 2007

La réforme des finances publiques au Maroc et en France

II^{ème} édition, 12 et 13 septembre 2008

La réforme des finances publiques au Maroc et en France : pour une bonne gouvernance des finances publiques

III^{ème} édition, 12 et 13 septembre 2009

Les finances publiques au Maroc et en France : enjeux et réponses face à la crise

IV^{ème} édition, 18 et 19 septembre 2010

La nouvelle gouvernance des finances publiques au Maroc et en France

V^{ème} édition, 9 et 10 septembre 2011

La cohérence des finances publiques au Maroc et en France

VI^{ème} édition, 7 et 8 septembre 2012

La transparence des finances publiques : vers un nouveau modèle

VII^{ème} édition, 13 et 14 septembre 2013

Quel pilotage des réformes en finances publiques au Maroc et en France ?

VIII^{ème} édition, 13 et 14 septembre 2014

L'Etat territorial au Maroc et en France : Quelles synergies entre les finances publiques de l'Etat et les finances des collectivités territoriales ?

IX^{ème} édition, 12 et 13 septembre 2015

La gouvernance financière des villes au Maroc et en France

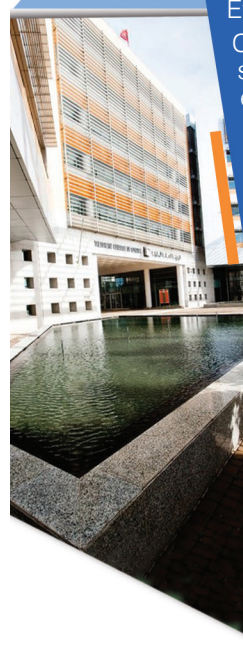
X^{ème} édition, 16 et 17 septembre 2016

Pouvoirs politiques et finances publiques : Quels enjeux au Maroc et en France ?

XI^{ème} édition, 15 et 16 septembre 2017

Finances publiques et souveraineté des Etats

Focus



La onzième édition du colloque international des finances publiques s'est tenue à la Trésorerie Générale du Royaume, les 15 et 16 septembre 2017 sous le thème « les finances publiques et la souveraineté des Etats ».*

Cette édition, qui apporte sa pierre à l'édifice de l'analyse, de savoirs et de partage des expériences entre le Maroc et la France en matière de finances publiques, a débattu de la thématique de la souveraineté des Etats. Dans un contexte imprégné par la succession des crises financières et de globalisation des échanges et la montée en puissance de nouveaux acteurs économiques et sociaux, les Etats doivent faire face aux besoins des citoyens en matière de développement économique et social et aux difficultés de mobilisation des ressources budgétaires tout en sauvegardant une souveraineté relative et équilibrée.

La participation de plusieurs personnalités politiques marocaines et françaises, des universitaires, des experts en matière de finances publiques et des représentants de la presse nationale et de la Société civile, la qualité de leurs interventions et de la couverture médiatique témoignent de l'importance que revêt la thématique retenue pour cette édition.

Trois tables-rondes ont focalisé leurs travaux sur d'importantes sous-thématiques :

Le premier panel, qui a connu la présentation de deux rapports introductifs présentés par Messieurs Noureddine BENSOUDA, Trésorier Général du Royaume et Michel BOUVIER, Professeur universitaire, a traité de la thématique « Souveraineté financière: Quelle réalité ? » Les discussions du deuxième panel, présidé par Monsieur Zouhair CHORFI, Directeur Général de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects, ont porté sur la thématique « Souveraineté budgétaire : Quel devenir ? »

Les débats du 3ème panel, présidé par Monsieur Michel BOUVIER, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, se sont articulés autour de la thématique « Finances publiques et souveraineté des Etats : Quels enjeux pour demain? »

* Disponible sur le site www.tgr.gov.ma

Spécial Colloque
FONDAFIP

Allocutions D'ouverture

M. Jean-François GIRAULT, Ambassadeur de la République Française au Maroc ;
Didier MIGAUD, Premier président de la Cour des comptes de France, représenté par **Jean-Marie BERTRAND**, Président de chambre honoraire de la Cour des comptes ;
M. Michel BOUVIER, Professeur d'université et président de l'Association pour la Fondation Internationale de finances Publiques (FONDAFIP), Directeur de la Revue Française de Finances publiques ;
M. Noureddine BENSOUA, Trésorier Général du Royaume.



De gauche à droite : MM. Jean-François GIRAULT, Noureddine BENSOUA, Michel BOUVIER et Jean-Marie BERTRAND.

Grands Témoins



M'Hamed SAGOU, Professeur d'université et ancien ministre des finances

«Les Etats sont donc désormais dans une situation paradoxale pour leur développement économique et social : ils font face au marché national, et surtout mondial qui

peut restreindre les champs d'application de leurs finances publiques et de leurs impôts, alors qu'ils ont toujours un devoir purement national de satisfaire aux besoins régaliens de leurs citoyens. Dans ce contexte, les finances publiques et la souveraineté des Etats sont désormais face à de nouveaux défis : s'adapter par la flexibilité et s'intégrer par le marché.... ».



Philippe AUBERGER, Inspecteur des finances honoraire, ancien Député, ancien Rapporteur général du Budget

«a rappelé les différents liens unissant souveraineté et loi de finances, en revenant sur un principe dit de « réalité »

selon lequel il est particulièrement difficile de supprimer les exonérations fiscales ou de limiter la création de nouvelles dépenses. Il a enfin développé l'incidence des institutions européennes lors de la rédaction de la loi de finances.

Rapports Introductifs



De gauche à droite : Noureddine BENSOUA et MM. Michel BOUVIER.

Noureddine BENSOUA, Trésorier Général du Royaume

«Tenant compte de ces développements, comment le Maroc a entrepris ses réformes dans le passé pour sauvegarder une certaine souveraineté fiscale ? de quelles marges de manœuvre dispose-t-il pour affronter l'ouverture de son économie et son impact sur ses recettes fiscales ?

Une seule réponse : c'est être responsable..... ».

Michel BOUVIER, Professeur d'université et président de l'Association pour la Fondation Internationale de finances Publiques (FONDAFIP), Directeur de la Revue Française de Finances publiques

« ...Toute absence de rigueur se traduit par une défiance vis-à-vis du pays, c'est pourquoi la recherche de la crédibilité auprès des investisseurs est désormais la règle et l'autonomie des gouvernements en matière de politiques économiques est fortement réduite... Il ressort de ce contexte une fragilisation de la souveraineté des Etats, une menace sur la classe politique et une remise en cause fondamentale qui doit aboutir à une refondation du politique... ».

1ère table ronde

Souveraineté financière : Quelle réalité ?

Président de séance Mme. Marie-Christine ESCLASSAN, Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Secrétaire Générale de FONDAFIP et Directrice de la Revue Française de Finances Publiques

Cette 1^{ère} table-ronde a mis l'accent notamment sur la relation du pouvoir monétaire et la souveraineté des Etats. Elle a par ailleurs, débattu de la souveraineté fiscale en se focalisant sur les cas du Maroc et de la France. Les défis auxquels est confrontée la fiscalité avec le développement du numérique et la limite posée par la dette à la souveraineté de l'Etat, étaient également sujets de débat lors de cette table-ronde.



De gauche à droite : Mme Faouzia ZAABOUL, MM. Christophe PIERUCCI, Ahmed RAHHOU, Mme Marie-Christine ESCLASSAN, MM. Philippe THIRIA, Najib AKESBI et Mme Laure-Alice BOUVIER.

Pouvoir monétaire et souveraineté des États

Ahmed RAHHOU, Président Directeur Général du CIH Bank

Quelle souveraineté fiscale en France ?

Laure-Alice BOUVIER, Docteur en droit, Avocate au Barreau de Paris

Quelle souveraineté fiscale au Maroc ?

Najib AKESBI, Professeur Universitaire

La fiscalité et le numérique : Quels défis ?

Philippe THIRIA, Consultant, ancien directeur fiscal d'Unilever France

La dette : une limite à la souveraineté de l'État ?

Christophe PIERUCCI, Maître de conférences à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

2ème table ronde

Souveraineté budgétaire : Quel devenir ?

Président de séance M. Zouhair CHORFI, Directeur Général de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects

Cette 2^{ème} table-ronde s'est penchée sur quatre sujets d'une actualité brûlante. Le premier a traité la relation entre la décision budgétaire et l'influence des organisations internationales. Le second a permis d'expliquer la souveraineté budgétaire du Parlement. Le troisième a été réservé aux outils de la gestion financière publique en relation avec la souveraineté de l'Etat. Enfin, le quatrième sujet a examiné le cas de la Cour des Comptes, comme étant un acteur clé de la souveraineté budgétaire des Etats.



De gauche à droite : MM. Mohammed BASTAOUI, Jean-Pierre CAMBY, Zouhair CHORFI et Larbi JAIDI.

La décision budgétaire et l'influence des organisations internationales

Faouzia ZAABOUL, Directrice du Trésor et des Finances Extérieures

Souveraineté budgétaire du Parlement : quelle réalité ?

Jean-Pierre CAMBY, Directeur adjoint au service de l'économie et de l'évaluation scientifique de l'Assemblée nationale

Les outils de la gestion financière publique sont-ils au service de la souveraineté des Etats ?

Larbi JAIDI, Professeur Universitaire

La Cour des comptes : acteur clé de la souveraineté budgétaire des Etats

Mohammed BASTAOUI, Président de la deuxième Chambre à la Cour des comptes

3ème table ronde

Finances publiques et souveraineté des Etats: Quels enjeux pour demain ?

Modérateur

M. Michel BOUVIER, Professeur à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Président de FONDAFIP, Directeur de la Revue Française de Finances Publiques

La 3^{ème} table-ronde s'est déroulée sous forme d'un panel au cours duquel des experts marocains et français ont débattu des enjeux pour demain, des finances publiques et la souveraineté des Etats



De gauche à droite : MM. Zouhair CHORFI, Philippe AUBERGER, Michel BOUVIER, Philippe THIRIA et Mme Marie-Christine ESCLASSAN.

Panélistes

Zouhair CHORFI, Directeur Général de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects

Philippe THIRIA, Consultant, Ancien directeur fiscal d'Unilever France

Marie-Christine ESCLASSAN, Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Secrétaire Générale de FONDAFIP et Directrice de la Revue Française de Finances Publiques

Philippe AUBERGER, Inspecteur des finances honoraire, ancien Député, ancien Rapporteur du Budget

Allocution De clôture



Abdellatif JOUAHRI, Wali de Bank Al-Maghrib

« Les développements et mutations que connaît le paysage économique mondial ne sont pas sans conséquences sur la souveraineté des Etats. En effet, la libéralisation économique et la globalisation n'ont pas manqué d'exacerber la concurrence fiscale entre les pays en vue notamment d'encourager et d'attirer les investissements. Les incitations accordées dans ce cadre en s'alignant au minimum sur les pratiques des concurrents réduisent les marges propres d'appréciation des autorités et affaiblissent dans une certaine mesure leur souveraineté. »

« Une autre menace qui se renforce progressivement contre la souveraineté des Etats est celle induite par la révolution digitale. L'illustration édifiante à cet égard est l'émergence des monnaies virtuelles comme le Bitcoin. Le développement de ces dernières échappe aujourd'hui au contrôle des banques centrales et risque d'affaiblir leur souveraineté dans certains de leurs domaines d'intervention »



M. Noureddine BENSOUDA, Trésorier Général du Royaume et M. Jean-François GIRAULT, Ambassadeur de la République Française au Maroc.



M. Noureddine BENSOUDA, Trésorier Général du Royaume et M. Zouhair CHORFI, Directeur Général de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects.



MM. Mohamed BERRADA, Professeur des universités, ancien Ministre des Finances, Michel BOUVIER, professeur d'université et président de l'Association pour la Fondation Internationale de finances Publiques (FONDAFIP) et Mme Marie-Christine ESCLASSAN, Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Secrétaire Générale de FONDAFIP.



M. Noureddine BENSOUDA, Trésorier Général du Royaume et M. Thami GHORFI Membre du Conseil Economique, Social et Environnemental et Président Directeur Général de ESCA - Ecole de Management.



MM. Mohammed BASTAOUI, Président de la deuxième Chambre à la Cour des comptes et Jean-Pierre CAMBY, Directeur adjoint au service de l'économie et de l'évaluation scientifique de l'Assemblée nationale.



M. Michel BOUVIER, professeur d'université et président de l'Association pour la Fondation Internationale de finances Publiques (FONDAFIP) et Mme Marie-Christine ESCLASSAN, Professeur à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, Secrétaire Générale de FONDAFIP.

M. Noureddine BENSOUDA, Trésorier Général du Royaume

Jean-Pierre CAMBY, Directeur adjoint au service de l'économie et de l'évaluation scientifique de l'Assemblée nationale et M. Zouhair CHORFI, Directeur Général de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects



MM. Noureddine BENSOUDA, Trésorier Général du Royaume, M'Hamed SAGOU, professeur d'université et ancien ministre des finances, Philippe AUBERGER, Inspecteur des finances honoraire, ancien Député, ancien Rapporteur général du Budget et Michel BOUVIER, professeur d'université et président de l'Association pour la Fondation Internationale de finances Publiques (FONDAFIP).

MM. Noureddine BENSOUDA, Trésorier Général du Royaume, Mohamed BERRADA, Professeur des universités, ancien Ministre des Finances et Mme Laure-Alice BOUVIER, Docteur en droit, Avocate au Barreau de Paris et Mme SYLVIE STUREL, Chef de la mission de coopération internationale à la DGFIP.

EQUIPE D'ORGANISATION



M. Nouredine BENSOUA, Trésorier Général du Royaume

(1ère rangée, de gauche à droite) : M. Taha EDDARAJI, Mmes Karima HAJJI , Amal MARRAKCHI, Laila SABER, Leila AZIZI, Ghizlaine BOUARDI, MM. Mohamed El Amine SEGHRUCHNI, Chef de la Division du Développement Informatique, Aziz BOUAZZAOUI, Directeur des Ressources Humaines et des Systèmes d'Information, Nouredine BENSOUA, Trésorier Général du Royaume, Nouredine BAMOU, Chef de la Division de la Coopération Internationale, Mohamed KHASSAL, Mmes Mouhja DINIA , Naïma FAKIR, Houda BENNANI KARIM, Jamila EL AANACHI et Badia KROUCH.

(2ème rangée, de gauche à droite) : Mmes LAKFIFI BOUCHRA, Chef de Service de la Gestion du Patrimoine, Merieme BENKHOUYA, Chef de Service de la Formation, MM. Abdelhafid EL HASSANI, Chef de la Division de l'Exploitation Informatique, Ahmed ABBAR, Directeur des Comptes Publics, Mohamed DRISSI, Abdelhamid ZOUBAA, Adil CHACHOUA, Mohamed CHERKAOUI, Mme Hanane LOUARRAT, M. Nordine LAZRAK, Chef de Service de la Coopération Internationale en matière des Finances Publiques, Mmes Nahla Malika HASSAINE, Farida SATTY et Nour El Houda BOURAS.

(3ème rangée, de gauche à droite) : MM. Taoufik AOURAGH, Abderrahim NAJI, Mohamed Abdou BENANI, Fouad BENKHADRA, Mohammed AIT SIDI, Karim SALI, Lahcen BOUAMRINE, Hassan BOUTAJRIT, Mohammed Said ZAMANI, Youssef FARAH, Said ESFAOUI et Abdesslam EL OUASSI.

(4ème rangée, de gauche à droite) : MM. Mustapha EL HARCHI, Chef de Service de la Messagerie de l'Administration des Réseaux et Télécommunications, Mohcine MANSOUM, Houssine NIFQIRANE, Abdenbi FOUTIH, Abdekrim ABOU NOUR et Soufiane BENOMAR.

(5ème rangée, de gauche à droite) : L' Equipe son et enregistrement et MM. Khalid NEJJAR, Chef de Service du Support au Réseau, Rachid AMGHAR, Chef de la Division des Etudes et de la Recherche, Omar BENABDELLAH, Abderrazak ABARKAN, et Ahmed OUAHBI.